

LE LIEN ENTRE LE PROJET DE LOI ET LA PROPRIÉTÉ ÉTRANGÈRE AU CANADA

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Ce qu'on pourrait appeler le thème de la mesure est-il orienté vers le maintien d'un contrôle canadien sur les sociétés du secteur privé et fera-t-il écho au rapport que le ministre du Revenu national pourrait présenter au sujet de la propriété étrangère au Canada? Le gouvernement du Canada choisira-t-il ce moyen pour appliquer les recommandations que le ministre fera dans son rapport?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Pas du tout, monsieur l'Orateur. Je considère que la mesure est autonome et qu'elle permettra de développer le Canada en même temps qu'elle donnera aux Canadiens l'occasion de participer à la propriété et à l'exploitation des ressources de leurs pays.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

QUÉBEC—LA LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Justice.

A-t-il reçu, de la part de son homologue du Québec, M. Choquette, une demande à l'effet que le gouvernement fédéral adopte une loi ou lui accorde des pouvoirs lui permettant de lutter efficacement contre la pègre?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Pas à ma connaissance, monsieur l'Orateur.

M. Laprise: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Devant l'ampleur que prend le crime organisé au Québec, le ministre fédéral de la Justice entend-il prendre des mesures pour que le Code criminel soit appliqué comme il se doit?

L'hon. M. Turner: Le Code criminel est un document bien connu, monsieur l'Orateur.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES VENTES D'ARMES FRANÇAISES À L'AFRIQUE DU SUD—L'ATTITUDE DU CANADA

[Traduction]

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. La presse ayant fait état de nouvelles et importantes ventes d'armes et d'équipements français à l'Afrique du Sud, peut-il nous dire si le gouvernement canadien a fait part ou se propose de faire part au gouvernement français des appréhensions que lui inspirent ces ventes d'armes destinées à une région qualifiée, l'autre jour, de Vietnam en puissance par le premier ministre.

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà indiqué ici même et aux [M. l'Orateur.]

Nations Unies, et je le fais de nouveau, que nous sommes opposés à la vente d'armes à l'Afrique du Sud, ce qui est en accord avec une résolution adoptée sur cette question par le conseil de sécurité. Nous exhortons tous les pays du monde à se conformer à cette résolution.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, j'ai pris connaissance de certains débats tenus aux Nations Unies. Cependant, je demande si le gouvernement a fait connaître ses vues à la France, par lettre ou de vive voix, sur cette question extrêmement sérieuse?

L'hon. M. Sharp: Non, je ne crois pas que nous ayons eu l'occasion de le faire, monsieur l'Orateur. Le seul pays auquel nous ayons fait des instances est un pays membre comme nous du Commonwealth et, comme la Chambre le sait fort bien, nous avons fait ces instances parce que nous voulions empêcher la rupture du Commonwealth. Je suis convaincu que le député est d'accord avec moi là-dessus. Ce fut la seule occasion et ce pays est le seul à qui nous ayons fait de telles instances.

L'EMPLOI D'INSTALLATIONS DES FORCES CANADIENNES PAR L'ARMÉE FRANÇAISE

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, le premier ministre suppléant est-il maintenant en mesure de communiquer à la Chambre l'état d'avancement des négociations entre le Canada et la France au sujet de l'emploi d'installations des Forces armées canadiennes par l'Armée française au cours de l'été prochain?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je dois prendre note de la question.

M. Forrestall: Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège. On a déjà posé cette question plusieurs fois à la Chambre et on nous donne toujours la même réponse. Comme supplémentaire, je demande au premier ministre suppléant de tenir sérieusement sa promesse d'examiner cette question afin que la Chambre puisse être renseignée au sujet des relations entre le Canada et la France en matière d'entraînement militaire.

* * *

LE RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE DU CANADA

LA HAUSSE DES VERSEMENTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné les coûts sensiblement accrus du bien-être à la charge des provinces et des municipalités par suite du chômage élevé au Canada, le gouvernement fédéral songe-t-il à assumer une plus large part des coûts du bien-être?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, tout ce que je peux dire au député maintenant, c'est que toute modification à la formule de partage des frais aux termes du régime d'assistance publique du Canada sera annoncée à la Chambre, comme toute modification de politique.